

MRC PONTIAC OUTAOUAIS

Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil de la Municipalité régionale de comté de Pontiac tenue le mercredi 14 août 2024 à compter de 13h11, sous la présidence de madame Sandra Armstrong, préfète suppléante, et à laquelle sont présents :

Minutes of the special sitting of the Regional County Municipality of Pontiac Council, held on Wednesday, August 14, 2024, at 1:11 p.m., under the chairmanship of the pro-warden, Ms. Sandra Armstrong, and to which are present:

Présences :

Mme Sandra Armstrong, Conseillère/préfète suppléante
M. Carl Mayer, Conseiller
M. Jean-Louis Corriveau, Conseiller
Mme Christine Francoeur, Conseillère
M. Corey Spence, Conseiller
M. Terry Lafleur, Conseiller
Mme Lucie Rivet Paquette, Conseillère
M. Bill William McCleary, Conseiller
Mme Lynne Cameron, Conseillère
M. Raymond Pilon, Conseiller
Mme Colleen Larivière, Conseillère
M. Brent Orr, Conseiller
M. Alain Gagnon, Conseiller
M. Donald Gagnon, Conseiller
M. Edward Walsh, Conseiller
Mme Doris Ranger, Conseillère
Mme Odette Godin, Conseillère

Absences :

Mme Jane Toller, Préfète – MRC de Pontiac
Mme Karen Daly Kelly, Conseillère

Mme Kim Lesage, DG et greffière-trésorière
M. Travis Ladouceur, Greffier
Mme Natacha Guillemette, Adjointe à la direction
M. Jason Durand, Directeur de l'aménagement du territoire et de l'environnement
M. Julien Gagnon, Coordonnateur en Sécurité publique et civile
M. Francis Beausoleil, Conseiller aux communications

ORDRE DU JOUR

- 1** OUVERTURE ET PRÉSENCES | OPENING AND ATTENDANCE
- 2** DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DE LA NOTIFICATION DE L'AVIS DE CONVOCATION (CM art. 153) | DECLARATION OF CONFORMITY OF THE NOTICE OF CONVOCATION (CM art. 153)
- 3** CAPTATION DE LA SÉANCE & FACEBOOK LIVE | RECORDING OF THE SITTING & FACEBOOK LIVE
- 4** DÉCLARATION - UTILISATION DE LA LANGUE DE SON CHOIX | DECLARATION - USE OF THE LANGUAGE OF YOUR CHOICE
- 5** DÉCLARATION DE LA PRÉFÈTE | STATEMENT BY THE WARDEN (DECORUM)
- 6** LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR | READING AND ADOPTION OF THE AGENDA
- 7** DÉNONCIATION D'INTÉRÊTS OU DE CONFLIT | DECLARATION OF INTEREST OR CONFLICT
- 8** PÉRIODE DE QUESTIONS PUBLIQUE | PUBLIC QUESTION PERIOD
- 9** RÈGLEMENT 294-2024 | BY-LAW 294-2024
- 10** FERMETURE | CLOSING

C.M. EX-2024-08-01 1 OUVERTURE ET PRÉSENCES | OPENING AND ATTENDANCE

Il est proposé par le Conseiller régional M. Edward Walsh et résolu d'ouvrir la séance extraordinaire du Conseil des maires de la MRC de Pontiac pour le mercredi 14 août 2024 à 13:11.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It was moved by Regional Councillor Mr. Edward Walsh and resolved to open the special sitting of the Council of Mayors of the Pontiac MRC for Wednesday, August 14, 2024 at 1:11 p.m.

CARRIED UNANIMOUSLY

2 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DE LA NOTIFICATION DE L'AVIS DE CONVOCATION (CM art. 153) | DECLARATION OF CONFORMITY OF THE NOTICE OF CONVOCATION (CM art. 153)

Déclaration exprimant que l'avis de convocation a été notifié tel que requis par le Code municipal du Québec.
(CM art. 153)

Unofficial translation

Declaration that the notice of meeting has been notified in conformity with the Municipal Code of Québec.
(CM art. 153)

3 CAPTATION DE LA SÉANCE & FACEBOOK LIVE | RECORDING OF THE SITTING & FACEBOOK LIVE

Cette séance publique du Conseil est enregistrée.

De plus, il y a un Facebook live du déroulement de la présente séance.

Unofficial translation

This public sitting of the Council is recorded.

Also, there is a Facebook live of this sitting.

4 DÉCLARATION - UTILISATION DE LA LANGUE DE SON CHOIX | DECLARATION - USE OF THE LANGUAGE OF YOUR CHOICE

Déclaration réitérant l'importance pour les membres du Conseil régional et les autres participants à la séance de s'exprimer librement dans la langue de leur choix et la présence sur place d'une ressource pour assurer une traduction au besoin.

Unofficial translation

Statement reiterating the importance for Regional Council members and other participants in the sitting to express themselves freely in the language of their choice and the presence of a resource on site to ensure translation if necessary.

5 DÉCLARATION DE LA PRÉFÈTE | STATEMENT BY THE WARDEN (DECORUM)

Déclaration rappelant l'importance du décorum et du professionnalisme lors des séances du Conseil.

Pour l'intégral de la déclaration, consulter l'enregistrement de la séance sur le site Internet de la MRC.

Unofficial translation

Statement recalling the importance of decorum and professionalism during Council sittings.

For the full statement, see the recording of the sitting on the MRC website.

C.M. EX-2024-08-02 6 LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR | READING AND ADOPTION OF THE AGENDA

Il est proposé par la Conseillère régionale Mme Lynne Cameron et résolu d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It was moved by Regional Councillor Ms. Lynne Cameron and resolved to adopt the agenda.

CARRIED UNANIMOUSLY

7 DÉNONCIATION D'INTÉRÊTS OU DE CONFLIT | DECLARATION OF INTEREST OR CONFLICT

Aucune | None

8 PÉRIODE DE QUESTIONS PUBLIQUE | PUBLIC QUESTION PERIOD

Aucune | None

C.M. EX-2024-08-03 9 RÈGLEMENT 294-2024 | BY-LAW 294-2024

C.M. EX-2024-08-03

CONSIDÉRANT QUE que l'article 678.0.2.1 du Code municipal du Québec, RLRQ c. C-27.1 (ci-après le « CMQ ») permet à une municipalité régionale de comté de déclarer, par règlement, sa compétence à l'égard d'une ou de plus d'une municipalité locale dont le territoire est compris dans le sien relativement à tout ou partie du domaine des matières résiduelles ;

CONSIDÉRANT QUE que la municipalité régionale de comté de Pontiac (ci-après la « MRC ») désire déclarer sa compétence relativement à une partie de la gestion des matières résiduelles, soit l'exercice de la compétence portant sur la collecte et le transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles, RLRQ, c. Q-2, r. 46.01 (ci-après le « Règlement »), et ce, afin de pouvoir conclure l'Entente-cadre de partenariat avec Éco Entreprises Québec (ci-après « ÉEQ ») jusqu'à ce qu'une Régie intermunicipale soit créée à cette fin par les municipalités locales ;

CONSIDÉRANT QUE que conformément à l'article 678.0.2.2 du CMQ, le conseil de la MRC, par sa résolution numéro C.M. 2024-02-19 du 21 février 2024, a annoncé son intention de déclarer sa compétence relativement à la gestion de la collecte et du transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement, et ce, à l'égard de l'ensemble des municipalités locales comprises dans son territoire, y incluant les territoires non organisés ;

CONSIDÉRANT QU' une copie vidimée de la résolution numéro C.M. 2024-02-19 a été transmise par courrier recommandé, à chacune des municipalités locales comprises dans le territoire de la MRC ;

CONSIDÉRANT QUE la MRC, conformément à l'article 678.0.2.3 du CMQ, n'a reçu aucun document identifiant un fonctionnaire, ou employé, consacrant tout son temps de travail à tout ou partie du domaine de la collecte et du transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement, ou tout équipement ou matériel

devenant inutile pour le motif qu'une municipalité locale perd cette compétence ;

CONSIDÉRANT QUE les délais prévus par l'article 678.0.2.7 du CMQ pour procéder à l'adoption du présent règlement sont respectés ;

En conséquence, il est proposé par la conseillère régionale madame Lucie Rivet-Paquette et résolu :

QUE le présent **règlement numéro 294-2024** et est intitulé **Règlement relatif à la déclaration de compétence par la MRC de Pontiac relativement à une partie du domaine de la gestion des matières résiduelles pour l'ensemble des municipalités de son territoire — Collecte sélective de certaines matières recyclables** soit adopté et qu'il soit décrété ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉCLARATION DE COMPÉTENCE

Le présent règlement a pour objet de déclarer la compétence de la MRC relativement à la collecte et le transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement à l'égard de toutes les municipalités locales.

Il vise également à déterminer les modalités et les conditions administratives et financières de la déclaration de compétence.

ARTICLE 3 TERRITOIRE ASSUJETTI

La MRC déclare sa compétence à l'égard de l'ensemble des municipalités locales comprises dans son territoire, y compris les territoires non organisés.

ARTICLE 4 COMPÉTENCES

4.1 La présente déclaration de compétence de la MRC concernant le pouvoir des municipalités relatif à la collecte et le transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement.

4.2 La MRC possède tous les pouvoirs des municipalités locales à l'égard desquelles elle a déclaré compétence dans le domaine de la collecte et du transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement, à l'exception de celle d'imposer des taxes.

4.3 La MRC est substituée aux droits et obligations des municipalités locales à l'égard desquelles elle a déclaré compétence dans de la

collecte et du transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement.

ARTICLE 5 RESPONSABILITÉS

5.1 La MRC

À l'égard de la MRC, la présente déclaration de compétence vise, sans limiter la généralité des termes employés, les responsabilités suivantes :

- Représenter l'ensemble des municipalités locales et les territoires non organisés auprès d'ÉEQ ;
- Négocier et signer l'Entente-cadre de partenariat entre ÉEQ et la MRC (ci-après l'« Entente-cadre ») ;
- Sous réserve de l'article 5.2 des présentes, fournir les services de collecte et de transport des matières recyclables identifiés à l'Entente-cadre ainsi que le suivi opérationnel selon les modalités qui y sont prévues ;
- Confier à un mandataire une activité ou un service, lorsque prévu à l'Entente-cadre ;
- Assurer la gestion du processus d'appel d'offres, le suivi administratif et le suivi opérationnel lorsque certaines obligations de l'Entente-cadre sont confiées à un mandataire ;
- Assurer le suivi administratif de l'Entente-cadre, ainsi que les activités d'information, de sensibilisation et d'éducation sur le terrain et le contrôle de la qualité du tri à la source.

5.2 Les municipalités locales

Malgré cette déclaration de compétence, les municipalités locales maintiennent les compétences suivantes relativement à la gestion des matières résiduelles:

- La diffusion d'informations pratiques ;
- Le service à la clientèle;
- Le pouvoir règlementaire.

5.3 Ententes particulières

Dans le cadre de la présente déclaration de compétence, la MRC pourra convenir avec une municipalité locale afin que celle-ci réalise une ou plusieurs des activités suivantes :

- La collecte et le transport dans les lieux publics extérieurs ;
- La réparation, le remplacement et la distribution de bacs roulants ;

- La réparation et le remplacement des équipements de récupérations dans les lieux publics extérieurs.

De même, la MRC pourra convenir avec une municipalité locale que cette dernière exécute localement les services de collecte et de transport en régie interne, avec son personnel et ses équipements, même si les autres parties du territoire d'application sont visées par un contrat avec un mandataire pour la fourniture de ces services.

ARTICLE 6 MODALITÉS FINANCIÈRES

Les modalités de partage des dépenses non entièrement couvertes par les remboursements et les compensations qui seront versées par ÉEQ à la MRC seront réparties entre chacune des municipalités locales au prorata des unités d'occupation à desservir pour la collecte et le transport des matières résiduelles visées à l'article 24 du Règlement, en prenant, comme date de référence, le 31 décembre de l'année pour laquelle les dépenses sont exigibles. Une unité d'occupation sera considérée aux fins des présentes pour une année donnée ou pour une partie d'année, quel que soit le nombre de jours où elle est desservie pour la collecte et le transport des matières résiduelles.

ARTICLE 7 MODALITÉS DE PAIEMENT

La MRC transmet aux municipalités locales une facture, incluant l'ensemble des pièces justificatives, pour toutes les dépenses reliées à l'exercice de cette compétence non entièrement couvertes par les remboursements et les compensations qui seront versées par ÉEQ. Toute somme due en vertu du premier alinéa doit être payée dans les quatre-vingt-dix (90) jours de l'émission de la facture. À compter de cette date, elle porte intérêt au taux fixé en vertu de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale, RLRQ c. A-6.002.

ARTICLE 8 MODIFICATIONS

Le présent règlement pourrait être révisé ultérieurement suivant la conclusion de l'Entente-cadre avec ÉEQ et advenant une volonté du Conseil de la MRC en ce sens.

ARTICLE 9 PERTE DE COMPÉTENCE

Si la MRC cesse d'exercer la compétence visée au présent règlement, l'actif et le passif en résultant sont partagés au prorata des unités d'occupation à desservir pour chacune des municipalités locales, en prenant, comme date de référence, le 31 décembre de l'année précédant la cessation d'exercice de la compétence.

Une unité d'occupation sera considérée aux fins des présentes pour une année donnée ou pour une partie d'année, quel que soit le nombre de jours où elle est desservie pour la collecte et le transport des matières résiduelles.

Dans le cas où la présente compétence est reprise par une régie intermunicipale constituée par les municipalités locales à cette fin, l'actif et le passif en résultant sont cédés à la régie.

ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

UNOFFICIAL TRANSLATION

C.M. EX-2024-08-03

WHEREAS article 678.0.2.1 of the Quebec Municipal Code, RLRQ c. C-27.1 (hereinafter the "QMC") allows a regional county municipality to declare, by by-law, its jurisdiction over one or more local municipalities whose territory is included in its territory, with respect to all or part of the area of residual materials;

WHEREAS the Regional County Municipality of Pontiac (hereinafter the "MRC") wishes to declare its jurisdiction over part of the management of residual materials, namely the exercise of jurisdiction over the collection and transportation of residual materials referred to in Section 24 of the Regulation respecting a selective collection system for certain residual materials, RLRQ, c. Q-2, r. 46.01 (hereinafter the "Regulation"), in order to be able to enter into the Partnership Framework Agreement with Éco Entreprises Québec (hereinafter "ÉEQ") until such time as an intermunicipal board is created for this purpose by the local municipalities;

WHEREAS in accordance with article 678.0.2.2 of the QMC, the MRC Council, by its resolution number C.M. 2024-02-19 of February 21, 2024, announced its intention to declare its jurisdiction with respect to the management of the collection and transportation of residual materials referred to in article 24 of the Regulation, and this, with respect to all local municipalities within its territory, including unorganized territories;

WHEREAS an authenticated copy of resolution number C.M. 2024-02-19 was sent by registered mail to each of the local municipalities within the MRC's territory;

WHEREAS the MRC, in accordance with article 678.0.2.3 of the QMC, has not received any document identifying a civil servant or employee devoting all of his or her work time to all or part of the collection and transportation of residual materials referred to in article 24 of the By-law, or any equipment or material that becomes unnecessary because a local municipality loses this jurisdiction;

WHEREAS that the deadlines set out in article 678.0.2.7 of the QMC for the adoption of this by-law have been met;

CONSEQUENTLY, it is proposed by Regional Councillor Mrs. Lucie Rivet-Paquette and resolved :

THAT the present **by-law number 294-2024 entitled Bylaw concerning the declaration of jurisdiction by the MRC Pontiac with respect to part of the management of residual materials for all municipalities on its territory - Selective collection of certain recyclable materials** be adopted and that the following be decreed:

ARTICLE 1 PREAMBULE

The preamble to this by-law is an integral part of this by-law.

ARTICLE 2 DECLARATION OF JURISDICTION

The purpose of this by-law is to declare the jurisdiction of the MRC with respect to the collection and transportation of residual materials referred to in Section 24 of the By-law for all local municipalities.

It is also intended to determine the administrative and financial terms and conditions of the declaration of jurisdiction.

ARTICLE 3 TERRITORY UNDER JURISDICTION

The MRC declares its jurisdiction over all local municipalities within its territory, including unorganized territories.

ARTICLE 4 JURISDICTION

4.1 The MRC hereby declares its jurisdiction over the powers of municipalities with respect to the collection and transportation of residual materials referred to in Article 24 of the By-law.

4.2 The MRC has all the powers of the local municipalities over which it has declared jurisdiction in the area of collection and transportation of residual materials referred to in Section 24 of the By-law, with the exception of the power to impose taxes.

4.3 The MRC is substituted for the rights and obligations of local municipalities over which it has declared jurisdiction in the collection and transportation of residual materials referred to in Article 24 of the By-law.

ARTICLE 5 RESPONSIBILITIES

5.1 The MRC

With respect to the MRC, this declaration of jurisdiction covers, without limiting the generality of the terms used, the following responsibilities:

- Represent all local municipalities and unorganized territories to ÉEQ;
- Negotiate and sign the Framework Partnership Agreement between ÉEQ and the MRC (hereinafter the "Framework Agreement");

- Subject to section 5.2, provide the collection and transportation services for recyclable materials identified in the Framework Agreement, as well as operational follow-up in accordance with the terms and conditions set out therein;
- Entrust an agent with an activity or service, when provided for in the Framework Agreement;
- Ensure management of the tendering process, administrative follow-up and operational follow-up when certain obligations under the Framework Agreement are entrusted to an agent;
- Ensure administrative follow-up of the Framework Agreement, as well as information, awareness and education activities in the field, and quality control of source separation.

5.2 Local municipalities

Despite this declaration of jurisdiction, local municipalities retain the following competencies in relation to residual materials management:

- Distribution of practical information;
- Customer service;
- Regulatory authority.

5.3 Special agreements

Within the scope of this declaration of jurisdiction, the MRC may agree with a local municipality to carry out one or more of the following activities:

- Collection and transportation in outdoor public areas;
- Repair, replacement and distribution of wheeled bins;
- Repair and replacement of recycling equipment in outdoor public areas.

Similarly, the MRC may agree with a local municipality that the latter will perform collection and transportation services locally, using its own personnel and equipment, even if other parts of the territory of application are covered by a contract with a mandatary for the provision of these services.

ARTICLE 6 FINANCIAL TERMS AND CONDITIONS

The terms and conditions for sharing expenses not fully covered by reimbursements and compensation paid by ÉEQ to the MRC will be divided among each of the local municipalities in proportion to the occupancy units to be served for the collection and transportation of residual materials referred to in Article 24 of the By-law, taking as the reference date December 31 of the year for which, the expenses are payable. An occupancy unit will be considered for the purposes hereof for a given year or part of a year, regardless of the

number of days it is serviced for the collection and transportation of residual materials.

ARTICLE 7 TERMS OF PAYMENT

The MRC shall send local municipalities an invoice, including all supporting documents, for all expenses related to the exercise of this jurisdiction not fully covered by reimbursements and compensation to be paid by ÉEQ. Any amount due under the first paragraph must be paid within ninety (90) days of the invoice date. From that date, it shall bear interest at the rate set pursuant to section 28 of the Tax Administration Act, RLRQ c. A-6.002.

ARTICLE 8 AMENDMENTS

The present by-law may be revised at a later date following the conclusion of the Framework Agreement with ÉEQ and should the MRC Council wish to do so.

ARTICLE 9 LOSS OF JURISDICTION

If the MRC ceases to exercise the jurisdiction referred to in this by-law, the resulting assets and liabilities shall be shared in proportion to the occupancy units to be served for each of the local municipalities, taking as the reference date December 31 of the year preceding the cessation of the exercise of jurisdiction.

An occupancy unit will be considered for the purposes hereof for a given year or part of a year, regardless of the number of days it is serviced for the collection and transportation of residual materials.

In the event that this jurisdiction is taken over by an intermunicipal board constituted by the local municipalities for this purpose, the assets and liabilities of the board shall be transferred to the intermunicipal board.

ARTICLE 10 COMING INTO FORCE

This by-law shall come into force in accordance with the provisions of the law.

CARRIED

Il est proposé par la Conseillère régionale Mme Odette Godin et résolu de clore la séance extraordinaire du Conseil régional de la MRC de Pontiac du mercredi 14 août 2024 à 13:16.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Unofficial translation

It was moved by Regional Councillor Ms. Odette Godin and resolved to close the special sitting of the Regional Council of the MRC Pontiac of Wednesday, August 14, 2024, at 1:16 p.m.

CARRIED UNANIMOUSLY

Kim Lesage	Jane toller
Directrice générale et greffière- trésorière	Préfète